

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Les négociateurs du PTP ont conclu la XV^e série à Auckland

La prochaine série est prévue au début mars à Singapour

Après neuf jours (du 3 au 12 décembre) de négociations « constructives et chargées » à Auckland (Nouvelle-Zélande), les négociateurs principaux des 11 pays du PTP (Australie, Brunei, Canada, Chili, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam) ont déclaré avoir réalisé de bons progrès dans l'ensemble des 29 chapitres faisant l'objet des négociations. Faisaient exception la cohérence réglementaire et le développement, dont on a débattu lors d'une réunion intersessionnelle organisée par le Mexique le mois dernier.

Le groupe, qui était composé de plus de 500 délégués, a réalisé des avancées sur certains enjeux techniques des pourparlers, notamment les obstacles techniques au commerce (OTC), les mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP), les communications et les douanes, mais n'a pas été en mesure de clore des chapitres supplémentaires.

« [TRADUCTION] Ce que nous faisons, c'est d'essayer d'arriver à une entente globale, car nous fonctionnons selon une approche d'engagement unique, ce qui signifie que rien n'est officiellement conclu et convenu jusqu'à ce que nous soyons parvenus à l'accord global et que tout ait été accepté », a déclaré le négociateur principal de la Nouvelle-Zélande, M. David Walker, lorsqu'on lui a demandé si les négociateurs avaient été en mesure de clore des sujets supplémentaires depuis que le chapitre des petites et moyennes entreprises (PME)

« [TRADUCTION] Les négociateurs se sont efforcés de résoudre les problèmes et de tracer des voies nettes menant à la conclusion pour les questions qui restent à régler », ont déclaré les négociateurs du PTP à la fin de leur 15^e série de négociations.

Il reste une « quantité considérable de travail »

Les 11 pays ont également abordé un certain nombre d'enjeux techniques afférents à quelques-uns des chapitres les plus sensibles (droits de propriété intellectuelle (DPI), environnement et investissement) dans la perspective de « [TRADUCTION] cerner plus nettement certaines des différences de fond à l'égard des questions plus difficiles qui devront être réglées à mesure que les négociations approchent de leur conclusion », a déclaré M. Walker.

Pour ce qui est des DPI, les pourparlers ont porté principalement sur quelques autres parties du secteur, notamment les marques de commerce, les droits d'auteur et l'application. La question des produits pharmaceutiques, qui cause problème, ne figurait pas précisément à l'ordre du jour de cette série. Les États-Unis, qui ont déposé une proposition litigieuse à ce sujet, insistent pour que les normes des DPI soient élevées.

« [TRADUCTION] Nous avons déposé la proposition il y a quelque temps, mais elle est restée lettre morte; or, nous considérons qu'il s'agit d'une approche solide pour encourager l'introduction de médicaments novateurs dans les pays du PTP d'une façon qui équilibre les enjeux liés aux produits génériques et à la promotion de médicaments génériques dans nos marchés et, de façon générale, l'accès aux médicaments, a déclaré la négociatrice principale des États-Unis, M^{me} Barbara Weisel. Nous avons reçu des réactions de tous les pays assis autour de la table, et nous en avons discuté avec notre Congrès et nos intervenants, pendant que nous envisagions comment aller de l'avant, mais nous ne sommes pas parvenus à une décision sur ce que sera notre réponse et si nous avons vraiment l'intention de changer cette proposition et, dans l'affirmative, comment. Lorsque nous conclurons ces débats internes, nous reviendrons à la table des négociations avec notre (nouvelle) position », a-t-elle ajouté.

S'agissant de l'accès aux marchés, on s'est efforcé davantage d'élaborer « un ensemble global » pour les marchandises qui couvre à la fois les tarifs et les règles d'origine connexes, les services transfrontaliers et financiers, l'investissement et les marchés publics, et cherche à répondre à « l'ambition établie par les dirigeants et les ministres ».

Essentiellement, les négociateurs ont travaillé à la fois au texte général sur l'accès aux marchés et bilatéralement, les uns avec les autres, aux niveaux d'engagement en matière d'accès aux marchés. Cependant, ils ont admis qu'il reste encore beaucoup de pain sur la planche dans les deux secteurs, auxquels on devrait s'attaquer plus à fond pendant la prochaine série à Singapour, ainsi qu'à d'autres enjeux sensibles, notamment les entreprises d'État (EE).



On a discuté des EE à l'interne dans de nombreux pays, et ce sujet continue de causer des préoccupations à d'aucuns, comme l'a expliqué le négociateur principal malais, J. Jayasiri, qui maintient que son pays se sent toujours mal à l'aise à l'endroit de plusieurs enjeux figurant dans la proposition.

La Malaisie n'était pas le seul pays que certains enjeux mettaient mal à l'aise. Même la Nouvelle-Zélande, qui se prétend libéralisée, a affiché une certaine sensibilité. Lorsqu'on lui a demandé si son pays était prêt à faire des concessions à l'égard de sa Pharmaceutical Management Agency (Agence de gestion des produits pharmaceutiques) (Pharmac) – son programme d'établissement des prix et de remboursement des médicaments – en échange d'accès aux marchés, comme l'a laissé sous-entendre le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, M. Tim Groser, plus tôt ce mois-ci, M. Walker a répondu que le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a « été très clair sur ce sujet et qu'il ne ferait aucune concession qui saperait les fondations de Pharmac ».

L'enjeu des États investisseurs est également problématique pour des pays comme l'Australie, dont le gouvernement a déclaré très nettement qu'il n'est pas en mesure de signer un mécanisme de règlement des différends investisseur-État dans le cadre du résultat du PTP. Mais cette médaille a un revers : le négociateur principal australien, M. Hamish McCormick, a réitéré que l'Australie continue de chercher à faire abolir les tarifs.

« Je pense que nous travaillons tous pour essayer de parvenir à ce résultat, et nous avons par conséquent confiance que nous terminerons effectivement ces négociations et que nous obtiendrons un résultat qui répond au niveau d'ambition qui a été établi par les dirigeants », a déclaré M. McCormick à l'égard de l'objectif consistant à réduire tous les tarifs. « Certains des enjeux ne sont pas faciles à atteindre, mais nous avons certainement davantage confiance que nous y parviendrons », a-t-il ajouté.

Les nouveaux venus : Le Canada et le Mexique

Un des deux objectifs de cette série consistait à accueillir les deux nouveaux membres du PTP à la table. Le Canada et le Mexique, qui se sont joints officiellement aux pourparlers au début d'octobre ont, selon le groupe, entamé les négociations sans heurts. « [TRADUCTION] Ils y sont parvenus en grande partie parce que les deux pays sont arrivés à Auckland en étant bien préparés sur l'ensemble du dossier des négociations du PTP et que chacun a apporté des contributions positives pour combler les écarts dans l'ensemble des négociations », a déclaré M. Walker.

La négociatrice principale des États-Unis, M^{me} Barbara Weisel, a ajouté que « [TRADUCTION] l'ajout du Canada aux négociations contribuera certainement à en changer la dynamique (...) de façon très positive. Ce que nous avons essayé de faire lors de ces négociations, c'est de reconnaître les nouvelles possibilités d'exportation de produits laitiers. Il existe d'importantes possibilités dans ce secteur, et nous aimerions structurer les négociations d'une façon qui permet à notre industrie de tirer parti de ces possibilités d'exportation ».

Qu'en est-il du Japon?

Bien que les négociateurs projettent de terminer les pourparlers avant la fin de 2013, ils n'ont pas exclu que le Japon puisse se joindre au groupe. Cependant, bon nombre sont d'avis que, indépendamment du fait que le premier ministre du Japon, M. Yoshihiko Noda, réussisse à transformer le PTP en enjeu électoral pour les élections du 16 décembre, les chances que le Japon se décide effectivement à participer aux pourparlers sont assez minces.

« [TRADUCTION] Le Japon doit nous indiquer très clairement à tous qu'il pourrait respecter les ambitions établies dans la déclaration d'Honolulu et il doit être en mesure de montrer de quelle façon il pourrait participer au processus, tout en maintenant le même élan que celui qui anime les membres actuels », a déclaré M. Walker lorsqu'on lui a demandé s'il était trop tard pour que le Japon se joigne aux pourparlers.

« [TRADUCTION] Par rapport à ce que nous faisons dans le cadre de ces négociations, le résultat souhaitable consiste à parvenir à un accord qui soit capable de mener éventuellement vers une intégration économique plus généralisée de la région Asie-Pacifique. Nous avons bien accueilli la participation du Canada et du Mexique dans ce contexte parce que ces pays ont indiqué qu'ils sont prêts à travailler pour respecter le niveau d'ambition établi par les dirigeants à Honolulu. Nous avons le sentiment qu'ils peuvent participer à ces négociations d'une façon qui renforce l'élan de l'approche globale qui nous anime en tant que participants existants des négociations », a poursuivi le représentant de la Nouvelle-Zélande.

L'accord, a-t-il déclaré, reste ouvert aux pays qui pensent qu'ils peuvent respecter les deux conditions formulées ci-dessus.

Un accord avant octobre 2013?

Le deuxième objectif de la série d'Auckland consistait à « [TRADUCTION] réaliser des progrès continus dans l'ensemble des négociations afin de mettre en place une plateforme qui permettrait la conclusion d'un accord en 2013 ».

Les dirigeants du PTP ont formulé l'ambition de ce qu'ils cherchent à réaliser dans le cadre d'un accord du PTP lorsqu'ils se sont réunis à Honolulu en novembre 2011. Cette ambition a été réitérée pendant les conférences de l'APEC à Vladivostok en septembre 2012 dans les déclarations des dirigeants du PTP et des ministres du Commerce diffusées à cette époque.

Pendant qu'ils se trouvaient au Cambodge pour assister au Sommet de l'Asie de l'Est, un certain nombre de dirigeants, parmi lesquels le président des États-Unis, M. Barack Obama, ainsi que ses homologues d'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ont de nouveau formulé le souhait commun que les négociations soient conclues au cours de l'année prochaine. Il s'agit du troisième délai établi pour la conclusion du PTP.

La plupart des délégués pensent que le délai d'octobre 2013 est un objectif très ambitieux, qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir atteindre en raison des questions qui restent sur la table. Les négociateurs disposent d'environ quatre séries supplémentaires pour atteindre cet objectif, à commencer par Singapour du 4 au 13 mars 2013.

Les dates et les endroits des séries subséquentes sont habituellement programmés à la fin de la série précédente. Cependant, les rumeurs veulent qu'après Singapour, ce soit le tour du Pérou d'accueillir la 17^e série en mai. Les autres se dérouleraient en juillet et en septembre 2013.

Entre-temps, les pays du PTP ont un travail de suivi précis à effectuer en prévision de la prochaine série de négociations sur les secteurs restants des textes des chapitres et l'accès aux marchés afin de rester sur la bonne voie, de déclarer M. Walker.

Conseil général de l'OMC

L'OMC a tenu la dernière réunion du Conseil général de l'année le 11 décembre 2012. Le directeur général de l'organisation, M. Pascal Lamy, a exhorté les délégués à « [TRADUCTION] veiller à ce que 2013 ne ressemble pas à 2012 pour ce qui est de mener les activités à l'OMC ».

En fait, cette année les négociations ont en général été entravées par les perspectives continuellement sombres de l'économie mondiale, mais également par des élections clés aux États-Unis et en Chine. Il y a cependant eu certains pourparlers constructifs pendant la seconde partie de 2012, particulièrement dans les secteurs de la facilitation des échanges et des négociations plurilatérales sur les services. Les pays qui participent aux pourparlers plurilatéraux sur les services (Australie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Union Européenne, Hong Kong, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Corée du Sud, Suisse, Taïwan, Turquie et États-Unis) ont déclaré s'être entendus sur le cadre et les objectifs de la négociation. Le groupe consultera à présent ses capitales respectives avant de commencer les négociations intensives sur le fond l'année prochaine.

On espère pouvoir annoncer des résultats concrets à la fin de la 9^e Conférence ministérielle de l'OMC qui doit se tenir du 3 au 6 décembre 2013 à Bali.

Outre la facilitation des échanges, les enjeux de l'agriculture, notamment l'administration des CT et le développement, figurent parmi les candidats pour la récolte hâtive, ainsi que d'autres questions qui peuvent se faire jour au cours des prochains mois, a déclaré M. Lamy à l'ensemble des membres. Les observateurs incluent également les accords sur l'élargissement de l'Accord sur les marchés publics (AMP) et de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), qui contribueraient grandement au succès de la CM9.

« [TRADUCTION] Nous avons eu des pourparlers pragmatiques et constructifs au sujet de ce qui est réalisable pour l'année prochaine, et je me suis réjoui de constater que le ton était empreint de prudence, mais également de réalisme et de détermination. J'ai constaté que les membres demeurent engagés à réaliser un résultat crédible lors de la CM9 », a déclaré M. Lamy.

« La CM9 n'est pas la fin du chemin, mais plutôt un tremplin sur une carte routière à plus long terme débouchant sur la conclusion du Cycle, qui doit à présent être tracée », a ajouté M. Lamy, qui amènera ce nouveau programme à Davos, en Suisse, pour en discuter avec les principaux ministres du Commerce de l'OMC en marge de la conférence annuelle du Forum économique mondial.

Note aux lecteurs :

La parution de Genève en bref est interrompue pour le reste de 2012 et reprendra en janvier.

Prochains événements

- Forum économique mondial, 23-27 janvier 2013, Davos-Klosters (Suisse)
- XVI^e série du PTP, 3-14 mars 2013, Singapour
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 26 mars, 4 septembre, 12 novembre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

